

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°639 – 24 juillet 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

La CEDEAO annonce le lancement de l'ECO en 2027

Le 16 juillet 2026, lors de la 69^e session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO, tenue à Lungu en Sierra Leone, l'engagement en faveur du lancement en 2027 de l'ECO, nouvelle monnaie unique de la CEDEAO, [a été réitéré](#). Le lancement commencera avec les pays qui remplissent les critères de convergence, tandis qu'un appui sera apporté aux pays qui ne sont pas encore prêts. La Conférence a également été marquée par la nomination du Président sénégalais Bassirou Diomaye Faye à la tête de la CEDEAO pour un mandat d'un an à compter du 20 juillet 2026, tandis que le Général Birame Diop a été désigné Président de la Commission de la CEDEAO pour le mandat 2026-2030.

Bénin

Signature d'un accord de 100 M EUR entre la BEI et la BIIC pour soutenir l'agro-industrie et les femmes

Le 14 juillet 2026, la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque internationale pour l'industrie et le commerce (BIIC) [ont signé](#) un accord d'un montant de 100 M EUR, destiné principalement au financement des PME du secteur agroindustriel béninois. Soutenu par une garantie de la Commission européenne, ce partenariat s'inscrit dans la stratégie européenne Global Gateway. Au moins 70 % des fonds cibleront

Le chiffre à retenir

429 M USD

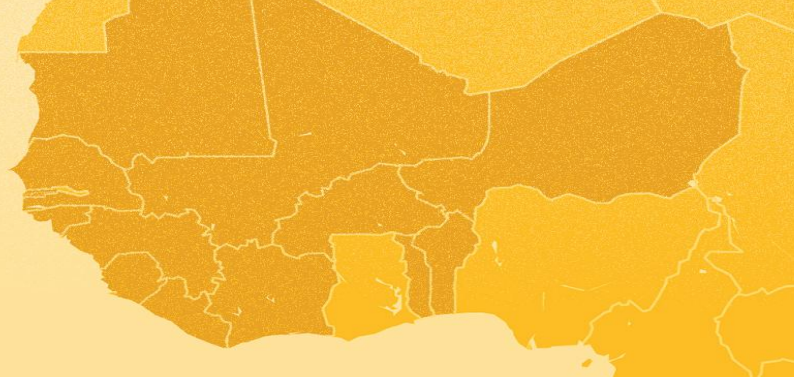
Montant total des accords de financement récemment signés entre la Banque mondiale et le Togo

trois filières stratégiques : le coton, le soja et l'anacarde, afin de stimuler la transformation locale et sécuriser l'approvisionnement de l'UE. L'accord comprend également une assistance technique financée par le Luxembourg, qui soutiendra la résilience économique des femmes et des communautés face au changement climatique et à l'insécurité alimentaire, en leur facilitant l'accès au financement.

Burkina Faso

Inauguration d'une centrale thermique d'urgence de 50 MW à Pabré

Le 21 juillet 2026, le Premier ministre burkinabè [a inauguré](#) à Pabré une centrale thermique d'urgence de 50 MW. L'ouvrage, réalisé pour un coût d'environ 18 Md FCFA (27,4 M EUR), est issu d'un partenariat public-privé entre l'État burkinabè et la société émiratie Al Ahram Taqa. Le partenariat avec la société devrait se poursuivre avec la construction d'une nouvelle centrale thermique de 120 MW à Saba, attendue en 2027 pour un coût estimé de 133 Md FCFA (202,8 M EUR). Ce partenariat s'inscrit dans la stratégie nationale de



souveraineté énergétique du pays, qui entend réduire sa dépendance aux importations.

Côte d'Ivoire

La BAfD appuie la Côte d'Ivoire dans la mise en place du GUDIP

Le 10 juillet 2026, la Banque Africaine de Développement (BAfD) et les autorités ivoiriennes [ont lancé](#) le Guichet unique de déclaration de l'investissement privé (GUDIP). Ce projet, mis en œuvre par le Centre de promotion des investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI), s'inscrit dans le cadre du Programme d'appui à l'amélioration du climat des affaires en Côte d'Ivoire (PACA-CI), financé à hauteur de 14,2 M USD par le Fonds africain de développement, le guichet concessionnel de la BAfD. L'atelier a réuni des membres du secteur privé, des responsables du CEPICI, des administrations publiques et des partenaires techniques et financiers. Grâce au GUDIP, le ministère de l'Économie, des Finances et du Budget entend améliorer le suivi des investissements privés, afin de renforcer le pilotage de la politique nationale de promotion de l'investissement. L'outil favorisera également une meilleure estimation de la contribution du secteur privé à l'économie nationale, ainsi que la production d'analyses conjoncturelles et d'un rapport annuel sur l'investissement privé.

200 M EUR de la BAfD pour soutenir la production de carburants plus propres

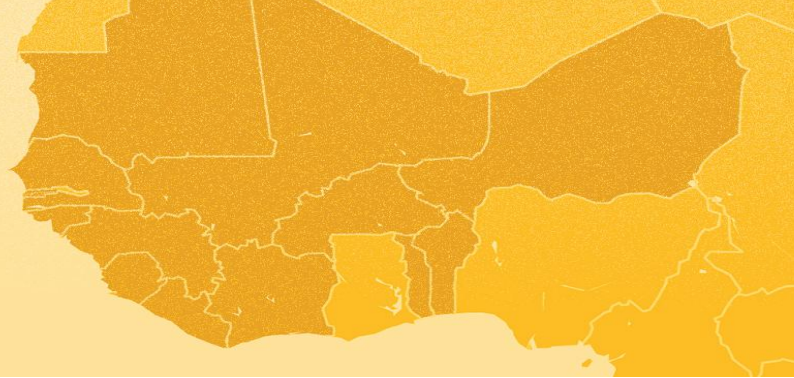
Le 13 juillet 2026, la Banque africaine de développement (BAfD) [a approuvé](#) un prêt de 200 M EUR à destination du projet "Clean Air", porté par la Société ivoirienne de raffinage (SIR). Ce projet, dont le coût total est estimé à 833 M EUR, comprend la conception, la construction et la mise en œuvre d'un complexe d'hydrodésulfuration du gazole, permettant ainsi la production de gazole à très faible teneur en soufre. Cela devrait permettre

à la SIR de produire des carburants plus respectueux de l'environnement, en accord avec les standards internationaux. Ce projet permettra la création de 1 140 emplois sur le chantier, puis de 82 postes permanents, et sera accompagné par la mise en place d'un programme de développement des compétences. Ce financement s'inscrit dans la stratégie 2024-2033 de la BAfD, qui vise notamment à mobiliser des capitaux à grande échelle et soutenir la création d'infrastructures résilientes face au changement climatique.

Guinée

Le gouvernement mise sur les ports périphériques pour désengorger le port de Conakry

Confronté à une congestion chronique du Port autonome de Conakry, principal point d'entrée des marchandises du pays, le gouvernement guinéen entend accélérer le développement des ports périphériques afin de rééquilibrer les flux logistiques. A l'issue d'une réunion interministérielle, le ministre des Transports a [indiqué](#) que les ports de Kamsar et Dubréka seront renforcées et devront progressivement absorber une part croissante du trafic maritime afin de mieux répartir les flux de marchandises. Cette stratégie s'inscrit dans un contexte de forte croissance des échanges commerciaux, portée notamment par le développement du secteur minier en Guinée, et les perspectives liées au programme Simandou 2040. En parallèle, plusieurs projets d'investissement visent également à accroître les capacités du terminal à conteneurs de Conakry.



L'inflation remonte à 6,1 % en g.a en juin 2026

Selon l'Institut national de la statistique (INS), le taux d'inflation en Guinée [s'est établi](#) à 6,1 % en glissement annuel (g.a.) en juin 2026, contre 5,9 % le mois précédent. La hausse du niveau général des prix en juin s'expliquerait essentiellement par le renchérissement des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+13 % en g.a.) et des boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants (+6,9 % en g.a.). Cependant, les prix au niveau de la santé ont connu une baisse (-0,5 % en g.a.). Selon la provenance, la hausse des prix a été essentiellement portée par les produits locaux (+8,3 % en g.a.).

Libéria

La Banque centrale baisse son taux directeur de 25 pb à 16 %

Le 15 juillet 2026, le Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque Centrale du Libéria [a décidé](#) de réduire le taux directeur de 25 points de base (pb) à 16 %. L'inflation s'est établie à 5,4 % en glissement annuel (g.a.) au 2^e trimestre 2026, après 3,6 % au trimestre précédent, portée par la hausse des prix du carburant et des biens alimentaires importés. Elle diminuerait à 4,4 % en g.a au 3^e trimestre. La croissance du PIB réel s'est accélérée à 5,2 % en g.a au 2^e trimestre 2026, contre 4,6 % au trimestre précédent, portée par la demande intérieure et les secteurs fortement orientés à l'exportation, dont le secteur minier. Le CPM a également relevé le bon niveau de capitalisation et de liquidité du secteur bancaire, caractérisé par un ratio de solvabilité de 40,6 % et un ratio de liquidité de 62 %, au-dessus des minima réglementaires (10 % et 15 % respectivement), bien que le taux de créances douteuses reste élevé à 12,6 %, au-delà du seuil prudentiel. Sur le plan externe, les réserves internationales brutes couvrent désormais

environ 3,9 mois d'importations. Le gouverneur exécutif a par ailleurs [salué](#) l'approbation par la Législature du projet d'impression monétaire, présenté comme une étape destinée à renforcer la confiance dans le dollar libérien.

Mauritanie

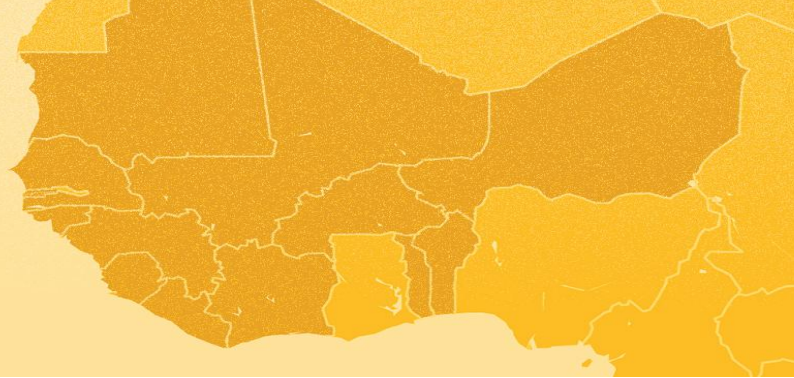
Octroi d'un permis d'exploitation aurifère dans la zone d'Ararim à Id-Geoservices

Le 22 juillet 2026, le Conseil des Ministres de Mauritanie [a approuvé](#) l'octroi d'un permis d'exploitation aurifère dans la zone d'Ararim, dans les wilayas de Dakhlet Nouadhibou et de l'Inchiri, à l'ouest du pays, au profit de la société mauritanienne Id-Geoservices, filiale du Groupe Azizi. Les frais d'octroi de ce permis d'exploitation se sont élevés à 34,3 M MRU (environ 755 000 EUR). Pour information, les ressources en or du pays [s'élèveraient](#) à plus de 25 M onces (777,6 tonnes) et les exportations d'or ont représenté 36,5 % du total des exportations en 2025 selon Trademap.

Niger

Renouvellement pour 5 ans du permis de la mine d'or de Samira-Libiri

Le 16 juillet 2026, le Conseil des Ministres du Niger [a adopté](#) un décret accordant à la Société des Mines du Liptako (SML) le deuxième renouvellement, pour une durée de cinq ans, du permis pour Grande Exploitation Minière de la mine d'or de Samira-Libiri. La SML prévoit une production de 2,6 tonnes d'or pour un chiffre d'affaires d'environ 96 Md FCFA (146,4 M EUR), ainsi que le maintien de 400 emplois directs pour cette exploitation située dans la région de Tillabéri au sud-ouest du pays.



Sénégal

Pose de la première pierre de l'unité pharmaceutique Défi Pharma

Le 21 juillet 2026, le groupe sénégalais Duopharm [a procédé](#) à la pose de la première pierre de l'usine Défi Pharma, un projet d'un coût de 23,2 Md FCFA (35,4 M EUR) implanté à Rufisque sur un site de 2,5 hectares. Détenu par plus de 550 pharmaciens sénégalais, le groupe ambitionne de renforcer la souveraineté pharmaceutique du pays en développant une capacité annuelle de production de 450 M comprimés, 50 M gélules ainsi que des millions de flacons de sirop et de tubes de pommade. Le projet devrait générer 133 emplois directs et 400 emplois indirects. L'usine devrait être opérationnelle d'ici 2028.

La Banque mondiale approuve 180 M USD de financements additionnels

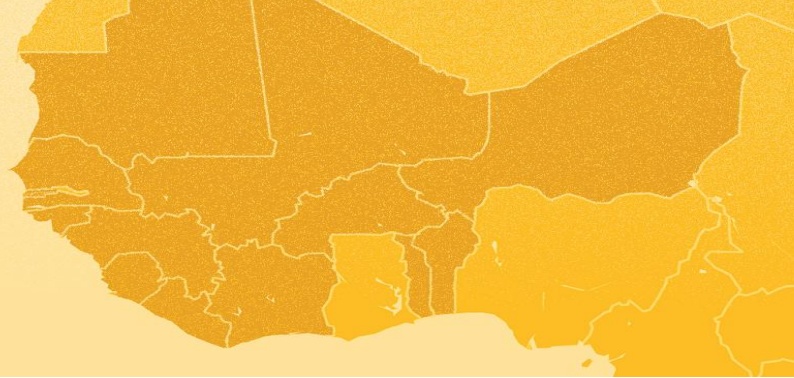
La Banque mondiale, à travers l'Association internationale de développement (IDA), a approuvé récemment deux financements additionnels en faveur du Sénégal, pour un montant total de 180 M USD. Le premier financement de 140 M USD, complété par une contribution de 2 M USD de l'Etat sénégalais, porte l'investissement total du [Projet de connectivité des zones agricoles](#) (PCZA) à 470,8 M USD. Il permettra de financer 275 km de routes et de pistes rurales, ainsi que des infrastructures communautaires le long des corridors Koussanar-Koumpentoum et Tambacounda-Dianké Makha. Le projet devrait bénéficier à près de 570 000 personnes dans l'est et le centre du pays. Le second financement de 40 M USD porte le financement total du [Projet de développement économique de la Casamance](#) (PDEC) à 85 M USD. Il bénéficiera à environ 850 000 personnes en Casamance et à Kédougou, en soutenant le développement des chaînes de valeur agricoles,

les infrastructures locales ainsi que la formation des jeunes et des femmes.

Sierra Leone

La BAfD conclut une mission d'évaluation en vue d'un appui budgétaire

Le 16 juillet 2026, la Banque Africaine de Développement (BAfD) [a achevé](#) une mission d'évaluation de 10 jours en Sierra Leone, en vue de la reprise des programmes d'aide budgétaire après trois ans de suspension. L'avancement des réformes ainsi que des actions préalables et déclencheurs prévus pour 2026 et 2027 ont été passés en revue. Un décaissement de 11,5 M USD est attendu entre septembre et novembre 2026, conditionné par la mise en œuvre de réformes (i) dans le domaine des finances publiques pour le renforcement de l'efficacité, de la transparence et de la responsabilité budgétaire, ainsi que (ii) dans les secteurs des mines et des transports en vue de renforcer la durabilité et l'inclusivité.



Togo

429 M USD de la Banque mondiale pour appuyer la Feuille de route 2026-2031

Le 16 juillet 2026, cinq accords de financement d'un montant global de 429 M USD ont été [signés](#) entre le Togo et la Banque mondiale. Alignés sur la Vision Togo 2040, ces accords soutiendront la nouvelle feuille de route gouvernementale 2026-2031 autour de trois axes : "protéger, rassembler, transformer". Les nouveaux accords de financement portent sur les projets suivants : (i) le Programme d'Amélioration des Systèmes Logistiques et de Transport (PASLT), d'un montant de 200 M USD, vise à relier les zones de production agricole et de développement périurbain aux zones de marchés et aux centres logistiques urbains, (ii) le projet régional PRIME-GAS (Projet de promotion de l'intégration régionale dans le secteur de l'énergie grâce à un marché du gaz dynamique) d'un montant de 40 M USD ; (iii) le projet régional WA-REMP (Programme régional du marché de l'électricité en Afrique de l'Ouest) d'une enveloppe de 100 M USD ; (vi) le Projet Régional de Cohésion Sociale pour un financement additionnel de 69 M USD ; et (v) le Projet d'Identification Unique (WURI) pour un financement additionnel de 20 M USD.



Publications

Retrouvez ci-dessous les liens des dernières publications régionales des indicateurs de développement, et chiffres clés.

Chiffres clés	Indicateurs de développement
Bénin	Bénin
Burkina Faso	Burkina Faso
Cap-Vert	Cap-Vert
Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire
Gambie	Gambie
Guinée	Guinée
Guinée-Bissau	Guinée-Bissau
Libéria	Libéria
Mali	Mali
Mauritanie	Mauritanie
Niger	Niger
Sénégal	Sénégal
Sierra Leone	Sierra Leone
Togo	Togo

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)